

**23 JANVIER 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994
portant le statut des fonctionnaires de la Région**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1996;

Vu la loi du 21 juin 1937 relative à la création du Port autonome de Liège, modifiée par la loi du 10 janvier 1969;

Vu la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi, modifiée par la loi du 20 juin 1978;

Vu la loi du 20 juin 1978 portant création du Port autonome de Namur et modifiant la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi;

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, modifié par les décrets des 1^{er} décembre 1988, 4 juillet 1991, 29 octobre 1992, 7 juillet 1994, 24 novembre 1994 et 25 janvier 1996;

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, modifié par les décrets des 4 novembre 1993 et 26 mai 1994;

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne;

Vu le décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, modifié par les décrets des 20 juin et 25 juillet 1996;

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'Aide aux Communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 novembre 1995;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Liège;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Charleroi;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Namur;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Société régionale wallonne du Logement;

Vu la délibération du comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

Vu le protocole n° 219 du Comité de secteur n° XVI, établi le 25 octobre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989 et par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'apporter diverses modifications au statut en vue de permettre un déroulement normal de la carrière des fonctionnaires;

Considérant que la lourdeur et la lenteur des procédures prévues au statut en matière d'évaluation ainsi que le nombre très élevé de fonctionnaires que ces procédures mobiliseraient imposent un allègement des aspects purement formels du système actuel de l'évaluation;

Considérant qu'il s'impose également d'alléger la procédure disciplinaire;

Considérant qu'il est encore nécessaire que diverses adaptations d'ordre technique soient apportées à la réglementation en ce qui concerne notamment la durée du stage et les anciennetés administratives;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Le cadre est divisé en directions générales, divisions et directions. Il fixe notamment le nombre des emplois de chaque rang dans l'ensemble des services centraux et dans l'ensemble des services extérieurs de chaque direction générale. Le nombre des emplois du niveau 4 peut y être fixé par direction générale ou, à défaut, globalement.

Le secrétaire général établit annuellement un répertoire dressant la liste par direction et par service extérieur des emplois inoccupés ou qui le deviendront dans les douze mois. »

Art. 2. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Chaque conseil de direction détermine les conditions d'accès à chaque emploi selon les modalités ci-après. La décision du conseil de direction est communiquée aux membres du Gouvernement dans les huit jours de son adoption. Dans les quinze jours de la communication, le membre du Gouvernement qui souhaite une modification de la décision du conseil de direction la propose au Gouvernement qui en décide dans le mois.

Sans préjudice des articles 15, alinéa 5, et 25, alinéa 4, l'accès à un emploi selon l'un des modes prévus à l'article 8 est subordonné à la possession des qualifications et des capacités imposées par la fiche des qualifications et des capacités, à l'exception de l'accès au niveau supérieur, laquelle n'est subordonnée qu'à la possession des capacités. La fiche est établie conformément au modèle figurant à l'annexe 1, laquelle fournit des informations complémentaires éventuelles relatives à l'emploi.

Par qualification, il faut entendre la détention d'un ou plusieurs diplômes ou certificats par référence à l'annexe II à l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux. La qualification peut être ajoutée à la dénomination du grade.

Par capacités, il faut entendre des connaissances ou aptitudes particulières, notamment la connaissance active d'une langue étrangère, d'un ou de plusieurs logiciels informatiques, la possession d'un permis de conduire, la détention du certificat de capacité en sylviculture. »

Art. 3. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Le Gouvernement peut déclarer vacant tout emploi inoccupé ou tout emploi qui cesse d'être occupé dans les douze mois à venir.

La déclaration de vacance désigne la place de l'emploi dans le cadre et reproduit les conditions d'accès à l'emploi et les informations complémentaires éventuelles relatives à l'emploi.

En cas de promotion au sein du niveau 4 ou lorsque l'emploi impose à son titulaire une domiciliation ou une résidence personnelle identique à la résidence administrative, il est laissé au fonctionnaire qui postule une promotion, pour autant qu'il soit déjà affecté à un emploi du même type dans la même subdivision du cadre, le choix entre la résidence administrative désignée par la déclaration de vacance et le maintien de la résidence administrative qui est la sienne au moment où il fait acte de candidature. »

Art. 4. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. La promotion par accession au niveau supérieur est la nomination au grade le moins élevé du niveau immédiatement supérieur à celui auquel le fonctionnaire appartient sauf en ce qui concerne le niveau 2 dont les fonctionnaires peuvent accéder aux niveaux 2+ ou 1 et le niveau 4 dont les fonctionnaires peuvent accéder aux niveaux 3 ou 2⁺.

Art. 5. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. Peut être promu par accession au niveau supérieur le fonctionnaire qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de niveau de quatre ans au moins;

2° justifier de l'évaluation positive;

3° être lauréat d'un concours d'accès au niveau supérieur organisé par le Secrétariat permanent au recrutement;

4° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive proposée avant la déclaration de vacance et non radiée. »

Art. 6. L'article 13, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Lorsqu'il ne peut être pourvu à une vacance d'emploi par promotion par accession au niveau supérieur, il y est pourvu par mutation. »

Art. 7. A l'article 14 du même arrêté, les mots "et à sa qualification" sont supprimés.

Art. 8. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. Sont seules recevables les demandes de mutation introduites dans les trente jours de la notification du répertoire visé à l'article 5, alinéa 3, à l'exception de celles motivées par des raisons sociales ou familiales. La notification du répertoire annule toute demande de mutation formulée antérieurement.

Les demandes de mutation sont soumises au conseil de direction qui les déclare compatibles ou non avec les besoins du service d'origine et ceux du service dans lequel le fonctionnaire demande à être muté.

Lorsque des raisons sociales ou familiales sont invoquées par le fonctionnaire, celui-ci est entendu par le Service social qui émet un avis à l'attention du conseil de direction.

Le conseil de direction entend préalablement le fonctionnaire qui le souhaite, lequel peut alors se faire assister par une personne de son choix. Sauf empêchement légitime, celui-ci est réputé entendu s'il ne répond pas à la convocation du conseil de direction.

Lorsque des raisons sociales ou familiales sont reconnues fondées par le conseil de direction, la mutation peut être accordée en dérogation à l'article 16, § 1^{er}, et sur un emploi qui n'a pas été déclaré vacant et qui est inoccupé. »

Art. 9. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. § 1^{er}. La mutation est décidée par le Gouvernement en faveur du fonctionnaire qui, parmi ceux proposés par le conseil de direction, justifie de l'ancienneté la plus grande.

Toutefois, pour les fonctionnaires de rang A4 et plus, l'ancienneté n'est pas prise en considération.

§ 2. Lorsqu'il ne peut être pourvu à une vacance d'emploi par mutation, la vacance d'emploi est portée à la connaissance des fonctionnaires susceptibles d'être nommés par promotion par avancement de grade.

Dans ce cas, pour les vacances d'emploi aux rangs A3 à A5, le conseil de direction formule une proposition afin de pourvoir à la vacance d'emploi. »

Art. 10. A l'article 17, § 2, du même arrêté, le mot "accordée" est remplacé par le mot "décidée".

Art. 11. L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. A l'exception des promotions aux rangs A1 et A2, peut être promu par avancement de grade le fonctionnaire qui satisfait aux conditions suivantes :

- 1° compter une ancienneté de rang de quatre ans au moins;
- 2° justifier de l'évaluation positive;
- 3° justifier d'une formation préparatoire à la promotion;
- 4° réussir l'examen de promotion;
- 5° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive proposée avant la déclaration de vacance et non radiée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la réussite de l'examen de promotion n'est pas requise pour la promotion aux rangs A5, B2, C2, D1, D2, E1 et E2.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la justification d'une formation préparatoire à la promotion n'est pas requise pour la promotion aux rangs A4, B1 et C1.

Le Gouvernement détermine les modalités d'organisation de la formation préparatoire à la promotion et de l'examen de promotion.

Pour être promu au rang A3, il faut en outre justifier des conditions particulières liées à la fonction considérée. »

Art. 12. L'article 22 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 22. Lorsqu'il ne peut être pourvu à une vacance d'emploi par promotion par accession au niveau supérieur, mutation ou promotion par avancement de grade, il y est pourvu par transfert.

Dans ce cas, à l'exception des vacances d'emplois aux rangs A1 et A2, la commission visée à l'article 24 formule une proposition afin de pourvoir à la vacance. »

Art. 13. A l'article 23 du même arrêté, les mots "et à sa qualification" sont supprimés.

Art. 14. L'article 24 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 24. Sont seules recevables les demandes de transfert introduites dans les trente jours de la notification du répertoire visé à l'article 5, alinéa 3, à l'exception de celles motivées par des raisons sociales ou familiales. La notification du répertoire annule toute demande de transfert formulée antérieurement.

Les demandes de transfert sont soumises à une commission, composée de six membres. Chaque conseil de direction désigne trois membres parmi lesquels le fonctionnaire de rang A2 ou, à défaut, le fonctionnaire de rang A1, dont dépend le fonctionnaire et dont relève l'emploi à pourvoir.

En cas de parité de voix au sein de la commission, la demande est rejetée. »

Art. 15. L'article 25 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 25. La commission visée à l'article 24 déclare les demandes de transfert compatibles ou non avec les besoins du service.

Lorsque des raisons sociales ou familiales sont invoquées par le fonctionnaire, celui-ci est entendu par le Service social qui émet un avis à l'attention de la commission.

La commission entend préalablement le fonctionnaire qui le souhaite, lequel peut alors se faire assister par une personne de son choix. Sauf empêchement légitime, celui-ci est réputé entendu s'il ne répond pas à la convocation de la commission.

Lorsque des raisons sociales ou familiales sont reconnues fondées par la commission, le transfert peut être accordé en dérogation à l'article 26 et sur un emploi qui n'a pas été déclaré vacant et qui est inoccupé. »

Art. 16. L'article 26 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 26. Le transfert est décidé par le Gouvernement en faveur du fonctionnaire qui, parmi ceux proposés par la commission visée à l'article 24, justifie de l'ancienneté la plus grande.

Toutefois, pour les fonctionnaires de rang A4 et plus, l'ancienneté n'est pas prise en considération. »

Art. 17. L'article 30, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par les alinéas suivants :

« Pour le calcul de la durée du stage, toutes les périodes pendant lesquelles le stagiaire se trouve dans la position d'activité de service sont prises en considération.

Toutefois, les périodes visées à l'article 121 suspendent la durée du stage dès lors que leur durée totale dépasse trente jours. »

Art. 18. A l'article 31, § 2, du même arrêté, les mots "Lorsque les deux rapports concluent" sont remplacés par les mots "Lorsqu'il ressort des rapports".

Art. 19. A l'article 33 du même arrêté, le mot "neuf" est remplacé par le mot "douze".

Art. 20. L'article 35 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 novembre 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 35. En cas d'accession au niveau supérieur, la nomination sort ses effets le premier jour du mois qui suit celui de la déclaration de vacance d'emploi.

En cas de recrutement, la nomination sort ses effets le jour de l'admission au stage.

Dans les autres cas, la nomination sort ses effets le premier jour du mois qui suit la décision de nomination.

Néanmoins, lorsque l'emploi est encore occupé à la date de la nomination, celle-ci sort ses effets le premier jour du mois qui suit la date à laquelle il cesse effectivement d'être occupé. »

Art. 21. L'article 40 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 40. La permutation est la mutation concomitante ou le transfert concomitant de deux fonctionnaires de même rang et de même qualification au sens de l'article 6 qui échangent leurs affectations respectives. »

Art. 22. L'article 41, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le conseil de direction entend préalablement le fonctionnaire qui le souhaite, lequel peut alors se faire assister par une personne de son choix. Sauf empêchement légitime, celui-ci est réputé entendu s'il ne répond pas à la convocation du conseil de direction. »

Art. 23. L'article 42, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« La commission entend préalablement le fonctionnaire qui le souhaite, lequel peut alors se faire assister par une personne de son choix. Sauf empêchement légitime, celui-ci est réputé entendu s'il ne répond pas à la convocation de la commission. »

Art. 24. L'article 43 du même arrêté est complété par un alinéa 2 ainsi rédigé :

« Lorsque des raisons sociales ou familiales sont reconnues fondées par le conseil de direction, il peut être dérogé à l'ancienneté. »

Art. 25. L'article 56, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par les alinéas suivants :

« Lorsque la dernière évaluation attribuée au fonctionnaire est positive et que celui-ci et aucun des supérieurs hiérarchiques visés à l'alinéa 1^{er} n'a, avant l'échéance de l'un des délais fixés à l'article 54, averti le secrétaire général de son souhait que l'évaluation soit débattue, le collège n'est pas réuni et l'évaluation positive est attribuée.

Le Gouvernement fixe une procédure spécifique pour les fonctionnaires des rangs A1 et A2 ainsi que pour les autres fonctionnaires qui ne relèvent pas de deux supérieurs hiérarchiques de rangs différents. »

Art. 26. L'article 57 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 57. L'évaluation positive correspond à l'attribution de la mention positive pour les trois critères du bulletin d'évaluation figurant à l'annexe 2.

L'évaluation réservée correspond à l'attribution de la mention réservée pour un ou plusieurs des critères, pour autant qu'aucune mention négative n'ait été attribuée.

L'évaluation négative correspond à l'attribution de la mention négative pour un ou plusieurs des critères. »

Art. 27. L'article 58 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 58. Sans préjudice de l'article 56, alinéa 2, l'évaluation est réalisée après un entretien entre le collège d'évaluation et le fonctionnaire.

Un rapport de l'entretien est notifié dans les trente jours au fonctionnaire qui le retourne dans les quinze jours de la notification, accompagné de ses remarques éventuelles.

Le rapport visé par le fonctionnaire ainsi que ses remarques sont annexés au bulletin d'évaluation. »

Art. 28. L'article 59, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Hormis dans le cas visé à l'article 56, alinéa 2, le bulletin d'évaluation est transmis par le collège d'évaluation aux supérieurs hiérarchiques des rangs A4, A3 et A2 et au secrétaire général. »

Art. 29. Les articles 66 à 71 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 66. Les fonctionnaires qui contreviennent à un des devoirs prévus par l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux sont passibles de l'une des peines suivantes :

1° le rappel à l'ordre;

2° le blâme;

3° la retenue de traitement;

4° le déplacement disciplinaire;

5° la suspension disciplinaire;

6° la rétrogradation;

7° la révocation.

Art. 67. La retenue de traitement ne peut être prononcée pour une période supérieure à trois mois. Elle porte sur la moitié de la part de la rémunération en espèces visée à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

Pendant la durée de la suspension disciplinaire, le fonctionnaire reçoit une avance de traitement égale à son traitement diminué de la part de la rémunération en espèces visée à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 précitée. La récupération de l'avance est étalée dans le temps à concurrence d'une retenue mensuelle maximale égale à la même part de la rémunération.

La rétrogradation consiste en la nomination à un grade inférieur d'un nombre de rangs suffisant pour que la rémunération du fonctionnaire soit effectivement inférieure à celle qu'il promérait. La radiation de la sanction n'entraîne pas le rétablissement au grade originaire.

Art. 68. Tout supérieur hiérarchique de niveau 1 peut formuler une proposition de sanction disciplinaire. Il joint à celle-ci le procès-verbal de l'audition du fonctionnaire soumis à la procédure disciplinaire, dûment signé par ce dernier, le fonctionnaire proposant la sanction et celui ayant fait office de secrétaire lors de l'audition.

Le secrétaire doit être porteur d'un grade au moins égal à celui du fonctionnaire soumis à la procédure.

La proposition de sanction est transmise, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire de rang A2 ou, à défaut, de rang A3 lorsque la proposition prévoit un rappel à l'ordre ou un blâme et au secrétaire général dans les autres cas. Celui-ci en accuse immédiatement réception auprès du fonctionnaire soumis à la procédure et détermine définitivement la proposition de sanction.

Chaque supérieur hiérarchique par qui transite la proposition de sanction peut formuler un avis sur celle-ci. Il y est tenu si le fonctionnaire soumis à la procédure le demande. En pareils cas, il doit entendre au préalable et séparément le fonctionnaire qui a établi la proposition et le fonctionnaire soumis à la procédure. Le procès-verbal de ces auditions réalisées selon les modalités prévues aux alinéas 1^{er} et 2 doit être joint à la proposition.

Tout fonctionnaire participant à une audition est tenu au secret.

Art. 69. Toute proposition définitive d'infliger une sanction de retenue de traitement, de déplacement disciplinaire, de suspension disciplinaire, de rétrogradation ou de révocation est soumise pour avis au conseil de direction par le secrétaire général.

Avant de remettre son avis, le conseil de direction entend le fonctionnaire soumis à la procédure. Sauf empêchement légitime, il est réputé entendu s'il ne répond pas à la convocation du conseil de direction.

Si le conseil de direction n'a pas remis son avis dans un délai de deux mois prenant cours le jour où la proposition a été reçue par le secrétaire général, la procédure disciplinaire est néanmoins poursuivie.

Art. 70. Le secrétaire général ou, s'il est proposé un rappel à l'ordre ou un blâme, le fonctionnaire de rang A2 ou, à défaut, de rang A3 notifie au fonctionnaire soumis à la procédure la proposition définitive, ainsi que les avis auxquels elle a donné lieu. Ce dernier peut introduire un recours contre cette proposition définitive auprès de la chambre de recours qui émet un avis motivé avant toute décision de l'autorité compétente pour infliger la sanction.

Art. 71. Par dérogation aux articles 68 à 70, la proposition définitive de sanction à infliger à un fonctionnaire qui ne relève, au sein de l'Administration, que d'un seul supérieur hiérarchique est formulée par le membre du Gouvernement dans les compétences duquel figurent les matières que gère le service auquel le fonctionnaire appartient.

Le Gouvernement désigne deux de ses membres qui procèdent à l'audition du fonctionnaire et, dans ce cas, l'avis du conseil de direction n'est pas sollicité. »

Art. 30. Les articles 72 à 75 du même arrêté sont abrogés.

Art. 31. L'article 81, § 4, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les critères de représentativité à la chambre de recours sont ceux définis à l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités. »

Art. 32. Les articles 93 à 95 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 93. Lorsqu'elle a terminé l'examen du dossier, la chambre de recours envoie celui-ci au Gouvernement ou au Secrétaire général selon le cas, en y joignant son avis et le décompte des votes.

La chambre de recours donne connaissance simultanément au Gouvernement ou au Secrétaire général selon le cas et au requérant de l'avis qu'elle a émis.

Art. 94. La sanction disciplinaire est toujours infligée par le Gouvernement, même en l'absence de recours à la chambre de recours, à l'exception du rappel à l'ordre et du blâme qui sont infligés par le secrétaire général lorsque celui-ci n'a pas participé aux poursuites.

Lorsque la chambre de recours a émis un avis, le Gouvernement ou le Secrétaire général selon le cas lui notifie sa décision.

Art. 95. § 1^{er}. Le Gouvernement ou le Secrétaire général selon le cas se prononce dans les deux mois de la réception du procès-verbal visé à l'article 92.

Si aucune décision n'est adoptée dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement ou le Secrétaire général selon le cas est réputé renoncer à la mesure.

§ 2. La décision est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou par remise contre accusé de réception.

La notification de la décision fait mention des recours prévus et du délai dans lequel ceux-ci peuvent être exercés. »

Art. 33. Dans l'article 111 du même arrêté, les mots "en qualité de stagiaire et de fonctionnaire" sont remplacés par les mots "à titre statutaire".

Art. 34. L'article 121 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 121. Aux conditions fixées par le Gouvernement, le fonctionnaire en activité de service obtient des congés :

1° annuels de vacances et jours fériés, de circonstances ou de convenances personnelles, pour examens médicaux prénatals, pour motifs impérieux d'ordre familial, de maternité, parentaux, d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officieuse;

2° pour exercer une fonction dans le cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat ou dans le cabinet du ministre-président ou d'un membre du gouvernement d'une communauté ou d'une région;

3° pour permettre la mise à la disposition du Roi;

4° en vue de l'accomplissement de certaines prestations militaires en temps de paix, ainsi que de services dans la protection civile ou de tâches d'utilité publique en application des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980;

5° pour cause de maladie ou d'infirmité;

6° pour prestations réduites autorisées après une absence pour maladie ou infirmité;

7° pour prestations réduites autorisées pour des raisons d'ordre social ou familial;

8° pour activité syndicale en qualité de délégué permanent;

9° pour mission;

- 10° pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu d'une assemblée législative fédérale, communautaire ou régionale ou auprès du président d'un de ces groupes;
- 11° pour promotion sociale et pour participer à des activités de formation;
- 12° pour interruption de la carrière professionnelle;
- 13° pour don de moelle osseuse ainsi que pour accompagner et assister des handicapés et des malades au cours de voyages et de séjours de vacances organisés en Belgique ou à l'étranger;
- 14° pour permettre l'accomplissement d'un stage ou d'une période d'essai dans un autre emploi du secteur public ou de l'enseignement;
- 15° pour permettre la présentation d'une candidature aux élections législatives ou provinciales. »

Art. 35. Dans l'article 132, § 1^{er}, du même arrêté, les mots "proposition de" sont insérés entre les mots "une" et "déclaration".

Art. 36. L'annexe au même arrêté est remplacée par les annexes 1 et 2 figurant aux annexes A et B au présent arrêté.

Art. 37. Le fonctionnaire titulaire du grade du rang D2 ou du rang E2 qui a suivi avec assiduité la formation préparatoire à l'examen de contrôle de l'apprentissage du métier organisée en 1996 par le Ministère de la Région wallonne est censé avoir suivi avec assiduité la formation préparatoire à la promotion, par avancement, au grade du rang D1 ou du rang E1.

Art. 38. Les procédures de promotion et les procédures disciplinaires en cours sont poursuivies sur la base des dispositions applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 39. Le présent arrêté produit ses effets le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 33, qui produit ses effets le 1^{er} décembre 1994.

Art. 40. Le Ministre ayant l'Administration dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 janvier 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

ANNEXE A

ANNEXE 1

MODELE DE FICHE DES QUALIFICATIONS ET DES CAPACITES.

Ministère - Organisme d'intérêt public (*):

Secrétariat général-Direction générale (*):

Division:

Direction:

Grade:

Résidence administrative:

Qualification(s):

Capacité(s):

Informations complémentaires éventuelles:

(*) : Biffer la mention inutile.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région.

Namur, le 23 janvier 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

ANNEXE B
ANNEXE 2

BULLETIN D'EVALUATION

I. IDENTITE

Nom :

Prénom :

Grade :

Direction :

Entrée en service : - en qualité de contractuel :
- en qualité de fonctionnaire :

FONCTION EXERCEE

Evaluations antérieures (avec indication des évaluateurs et périodes d'évaluation)

Peines disciplinaires encourues et non radiées

Faits ou constatations significatifs et périodes concernées (y joindre les notes représentatives adressées au fonctionnaire et réceptionnées par celui-ci)(1)

(1) Dans cette rubrique peuvent figurer notamment les objectifs fixés et les objectifs atteints.

II. APPRECIATIONS

		P	R	N
1.	Qualité du travail			
2.	Dynamisme			
3.	Esprit d'équipe			

III. REMARQUES EVENTUELLES DU FONCTIONNAIRE

IV. OBSERVATIONS FINALES

V. EVALUATION

P. Positive

R. Réserve

N. Négative

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région.

Namur, le 23 janvier 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

D. 97 - 175

[C - 97/27052]

**23. JANUAR 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994
zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region**

Die Wallonische Regierung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 3, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 22. Mai 1996;

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Juni 1937 über die Errichtung des autonomen Hafens von Lüttich, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Januar 1969;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Februar 1971 zur Errichtung des autonomen Hafens von Charleroi, abgeändert durch das Gesetz vom 20. Juni 1978;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. Juni 1978 zur Errichtung des autonomen Hafens von Namur und zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Februar 1971 zur Errichtung des autonomen Hafens von Charleroi;

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie), abgeändert durch die Dekrete vom 1. Dezember 1988, vom 4. Juli 1991, vom 29. Oktober 1992, vom 7. Juli 1994, vom 24. November 1994 und vom 25. Januar 1996;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des "Office régional de l'Emploi" (Regionales Amt für Arbeitsbeschaffung), abgeändert durch die Dekrete vom 4. November 1993 und vom 26. Mai 1994;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus), abgeändert durch die Dekrete vom 20. Juni 1996 und vom 25. Juli 1996;

Aufgrund des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines "Centre régional d'Aide aux Communes" (regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden), mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren;

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 zur Eingliederung von Personen mit Behinderung;

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 über die Verwaltung der psychiatrischen Kliniken der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. November 1995;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des autonomen Hafens von Lüttich;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des autonomen Hafens von Charleroi;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des autonomen Hafens von Namur;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats der "Société régionale wallonne du Logement";

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsausschusses des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture";

Aufgrund des Gutachtens des Verwaltungsausschusses der "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen);

Aufgrund des Protokolls Nr. 219 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 25. Oktober 1996;

Aufgrund Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund Eirverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es unbedingt notwendig ist, an dem Statut verschiedene Änderungen vorzunehmen, um der Laufbahn der Beamten einen normalen Ablauf zu sichern;

In der Erwägung, daß wegen der Umständlichkeit und der beträchtlichen Dauer der im Statut vorgesehenen Bewertungsverfahren sowie wegen der sehr hohen Anzahl Beamten, die an der Durchführung dieser Verfahren beteiligt sein würden, eine Erleichterung der rein formellen Aspekte des jetzigen Bewertungssystems erforderlich ist;

In der Erwägung, daß es ebenfalls erforderlich ist, das Disziplinarverfahren zu erleichtern;

In der Erwägung, daß verschiedene technische Anpassungen der Bestimmungen, die insbesondere die Dauer der Probezeit und das administrative Dienstalter regeln, noch unbedingt vorzunehmen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region werden die Absätze 2 und 3 durch die folgenden Absätze ersetzt:

« Der Stellenplan ist in Generaldirektionen, Abteilungen und Direktionen unterteilt. Er bestimmt insbesondere die Anzahl Stellen jedes Ranges in den gesamten Zentral- und Außendienststellen jeder Generaldirektion. Die Anzahl Stellen der Stufe 4 kann pro Generaldirektion oder notfalls insgesamt festgelegt werden.

Der Generalsekretär erstellt jedes Jahr ein Register mit der Liste pro Direktion und pro Außendienststelle der unbesetzten Stellen oder der Stellen, die in den kommenden zwölf Monaten nicht mehr besetzt sein werden. »

Art. 2 - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 6 - Jeder Direktionsrat legt die Bedingungen für den Zugang zu jeder Stelle nach den nachstehenden Modalitäten fest. Der Beschluß des Direktionsrats wird den Mitgliedern der Regierung innerhalb von acht Tagen, nachdem er gefaßt worden ist, bekanntgegeben.

Innerhalb von vierzehn Tagen nach der Bekanntgabe schlägt das Regierungsmitglied, das eine Abänderung des Beschlusses des Direktionsrats wünscht, diese Abänderung der Regierung vor, die innerhalb eines Monats darüber entscheidet.

Unbeschadet der Artikel 15, Absatz 5 und 25, Absatz 4 erfordert der Zugang zu einer Stelle nach einem der in Artikel 8 vorgesehenen Verfahren den Besitz der Qualifikationen und Befähigungen, die in der Qualifikations- und Befähigungsbeschreibung angeführt sind, mit Ausnahme des Übergangs in die höhere Stufe, für den nur der Besitz der Befähigungen erforderlich wird. Die Qualifikations- und Befähigungsbeschreibung wird gemäß dem als Anlage 1 beigefügten Muster aufgestellt; sie kann gegebenenfalls zusätzliche Auskünfte über die Stelle enthalten.

Unter Qualifikation versteht man den Besitz eines bzw. mehrerer Diplome oder Zeugnisse im Sinne der Anlage II zum Königlichen Erlaß vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze. Die Qualifikation kann der Bezeichnung des Dienstgrades hinzugefügt werden.

Unter Befähigungen versteht man besondere Kenntnisse oder Fähigkeiten, insbesondere die aktive Kenntnis einer Fremdsprache, eines bzw. mehrerer Softwareprogramme, den Besitz eines Führerscheins, den Besitz des Befähigungszeugnisses für Forstwirtschaft. »

Art. 3 - Artikel 7 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 7 - Die Regierung kann jede Stelle, die unbesetzt ist oder die in den kommenden zwölf Monaten nicht mehr besetzt sein wird, für offen erklären.

Die Bekanntgabe einer Vakanz bestimmt den Platz der Stelle im Stellenplan und gibt die Bedingungen für den Zugang zur Stelle und gegebenenfalls zusätzliche Auskünfte betreffend die Stelle an.

Im Falle einer Beförderung innerhalb der Stufe 4 oder wenn die Stelle von ihrem Inhaber einen persönlichen Wohnsitz oder Aufenthaltsort verlangt, der dem Amtssitz entspricht, ist der Beamte, der sich um eine Beförderung bewirbt, berechtigt, soweit er schon eine Stelle des gleichen Typs in der gleichen Unterabteilung des Stellenplans bezieht, zwischen dem in der Vakanzklärung bezeichneten Amtssitz und dem Amtssitz zum Zeitpunkt seiner Bewerbung, den er somit behalten dürfte, zu wählen. »

Art. 4 - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 10 - Die Beförderung durch Übergang in die höhere Stufe ist die Ernennung in den niedrigsten Dienstgrad der Stufe, die unmittelbar über derjenigen liegt, zu der der Beamte gehört; dies gilt nicht für die Stufe 2, deren Beamte Zugang zu der Stufe 2+ oder zu der Stufe 1 haben sowie für die Stufe 4, deren Beamte Zugang zu der Stufe 3 oder zu der Stufe 2 haben. »

Art. 5 - Artikel 11 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 11 - Der Beamte, der folgende Bedingungen erfüllt, kann durch Übergang in die höhere Stufe befördert werden :

- 1° ein Dienstalter von mindestens vier Dienstjahren in der selben Stufe haben;
- 2° eine positive Bewertung bekommen haben;
- 3° eine vom Ständigen Anwerbungssekretariat organisierte Prüfung im Wettbewerbsverfahren für den Übergang in die höhere Stufe bestanden haben;
- 4° nicht unter der Wirkung einer endgültigen Disziplinarstrafe sein, die vor der Vakanzklärung vorgeschlagen und die nicht gestrichen worden ist. »

Art. 6 - Artikel 13, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

« Wenn eine offene Stelle nicht mittels Beförderung durch Übergang in die höhere Stufe besetzt werden kann, wird sie durch Versetzung besetzt. »

Art. 7 - In Artikel 14 desselben Erlasses werden die Wörter "und seiner Qualifikation" gestrichen.

Art. 8 - Artikel 15 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 15 - Die Anträge auf Versetzung, die innerhalb von dreißig Tagen ab der Bekanntgabe des in Artikel 5, Absatz 3, erwähnten Registers eingereicht worden sind, sind die einzigen, die zulässig sind, mit Ausnahme der aus Sozial- oder Familiengründen eingereichten Anträge. Die Bekanntgabe des Registers hebt jeden vorher eingereichten Antrag auf Versetzung auf.

Die Anträge auf Versetzung werden dem Direktionsrat vorgelegt, der darüber befindet, ob sie mit den Erfordernissen des ursprünglichen Dienstes und denjenigen des Dienstes, für den der Beamte seine Versetzung beantragt, vereinbar sind oder nicht.

Wenn der Beamte Sozial- oder Familiengründe anführt, wird er vom Sozialdienst angehört, der ein Gutachten für den Direktionsrat abgibt.

Wenn der Beamte es wünscht, kann er vorher vom Direktionsrat angehört werden. Der Beamte kann sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen lassen. Wenn der Beamte der Vorladung des Direktionsrats nicht nachkommt, wird außer bei einer gerechtfertigten Verhinderung davon ausgegangen, daß er angehört worden ist.

Wenn die Sozial- oder Familiengründe vom Direktionsrat als begründet anerkannt werden, kann die Versetzung in Abweichung von Artikel 16, § 1 und in eine Stelle, die nicht für offen erklärt worden ist und die unbesetzt ist, genehmigt werden. »

Art. 9 - Artikel 16 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 16 - § 1. Die Regierung befindet über die Versetzung zugunsten des Beamten, der unter den vom Direktionsrat vorgeschlagenen Beamten das höchste Dienstalter aufweist.

Für die Beamten des Rangs A4 oder eines höheren Rangs wird das Dienstalter jedoch nicht berücksichtigt.

§ 2. Wenn eine offene Stelle nicht mittels Versetzung besetzt werden kann, wird sie zur Kenntnis der Beamten gebracht, die mittels Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad ernannt werden können.

In diesem Fall macht der Direktionsrat für die für offen erklärten Stellen in den Rängen A3 bis A5 einen Vorschlag, um diese Stellen zu besetzen. »

Art. 10 - In Artikel 17, § 2 desselben Erlasses wird das Wort "erteilt" durch das Wort "beschlossen" ersetzt.

Art. 11 - Artikel 18 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 18 - Mit Ausnahme der Beförderungen in die Ränge A1 und A2 kann der Beamte, der folgende Bedingungen erfüllt, durch Aufsteigen im Dienstgrad befördert werden:

1° ein Dienstalter von mindestens vier Dienstjahren im selben Rang haben;

2° eine positive Bewertung bekommen haben;

3° eine die Beförderung vorbereitende Ausbildung nachweisen können;

4° die Beförderungsprüfung bestanden haben;

5° nicht unter der Wirkung einer endgültigen Disziplinarstrafe sein, die vor der Vakanzklärung vorgeschlagen und nicht gestrichen worden ist.

In Abweichung vom ersten Absatz ist die Absolvierung der Beförderungsprüfung für die Beförderung in die Ränge A5, B2, C2, D1, D2, E1 und E2 nicht erforderlich.

In Abweichung vom ersten Absatz braucht keine die Beförderung vorbereitende Ausbildung für die Beförderung in die Ränge A4, B1 und C1 nachgewiesen zu werden.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten der Organisation der die Beförderung vorbereitenden Ausbildung und der Beförderungsprüfung.

Zur Beförderung in den Rang A3 müssen außerdem besondere Bedingungen in bezug auf die betreffende Funktion erfüllt werden. »

Art. 12 - Artikel 22 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 22 - Wenn eine offene Stelle nicht mittels Beförderung durch Übergang in die höhere Stufe, Versetzung oder Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad besetzt werden kann, wird die Stelle durch Transferierung besetzt.

In diesem Fall macht der in Artikel 24 erwähnte Ausschuß, außer für die offenen Stellen der Ränge A1 und A2, einen Vorschlag, damit die offene Stelle besetzt wird. »

Art. 13 - In Artikel 23 desselben Erlasses werden die Wörter "und seiner Qualifikation" gestrichen.

Art. 14 - Artikel 24 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 24 - Die Anträge auf Transferierung, die innerhalb von dreißig Tagen ab der Bekanntgabe des in Artikel 5, Absatz 3, erwähnten Registers eingereicht worden sind, sind die einzigen, die zulässig sind, mit Ausnahme der aus Sozial- oder Familiengründen eingereichten Anträge. Die Bekanntgabe des Registers hebt jeden vorher eingereichten Antrag auf Transferierung auf.

Die Anträge auf Transferierung werden einem Ausschuß vorgelegt, der sechs Mitglieder umfaßt. Jeder Direktionsrat bezeichnet drei Mitglieder, worunter den Beamten des Ranges A2 oder notfalls den Beamten des Ranges A1, dem der Beamte untersteht und der für die zu besetzende Stelle zuständig ist. Bei Stimmgleichheit innerhalb des Ausschusses wird der Antrag abgelehnt. »

Art. 15 - Artikel 25 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 25 - Der in Artikel 24 erwähnte Ausschuß befindet darüber, ob die Anträge auf Transferierung mit den Erfordernissen des Dienstes vereinbar sind oder nicht.

Wenn der Beamte Sozial- oder Familiengründe anführt, wird er vom Sozialdienst angehört, der ein Gutachten für den Ausschuß abgibt.

Wenn der Beamte es wünscht, kann er vorher vom Ausschuß angehört werden. Der Beamte kann sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen lassen. Wenn dieser der Vorladung des Ausschusses nicht nachkommt, wird außer bei einer gerechtfertigten Verhinderung davon ausgegangen, daß er angehört worden ist.

Wenn die Sozial- oder Familiengründe vom Ausschuß als begründet anerkannt werden, kann die Transferierung in Abweichung von Artikel 26 und in eine Stelle, die nicht für offen erklärt worden ist und die unbesetzt ist, genehmigt werden. »

Art. 16 - Artikel 26 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 26 - Die Transferierung wird von der Regierung zugunsten des Beamten beschlossen, der unter den Beamten, die vom in Artikel 24 erwähnten Ausschuß vorgeschlagen werden, das höchste Dienstalter aufweist.

Für die Beamten des Ranges A4 oder eines höheren Ranges wird das Dienstalter jedoch nicht berücksichtigt. »

Art. 17 - Artikel 30, Absatz 2 desselben Erlasses wird durch folgende Absätze ersetzt:

« Für die Berechnung der Dauer der Probezeit werden alle Zeiträume berücksichtigt, in denen der Beamte auf Probe sich im administrativen Stand des aktiven Dienstes befindet.

Die in Artikel 121 erwähnten Zeiträume brechen die Dauer der Probezeit jedoch ab, sobald ihre gesamte Dauer dreißig Tage überschreitet. »

Art. 18 - In Artikel 31, § 2 desselben Erlasses werden die Wörter "Wenn beide Berichte zu dem Schluß führen" durch die Wörter "Wenn aus den Berichten deutlich wird" ersetzt.

Art. 19 - In Artikel 33 desselben Erlasses wird das Wort "neunmonatigen" durch das Wort "zwölfmonatigen" ersetzt.

Art. 20 - Artikel 35 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. November 1995, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 35 - Im Falle eines Übergangs in die höhere Stufe wird die Ernennung am ersten Tag des Monats nach demjenigen, in dem die Vakanz der Stelle erklärt worden ist, wirksam.

Im Falle einer Anwerbung wird die Ernennung am Tag der Zulassung zur Probezeit wirksam.

In den anderen Fällen wird die Ernennung am ersten Tag des Monats nach dem Ernennungsbeschluß wirksam.

Wenn die Stelle am Tag der Ernennung jedoch noch besetzt ist, wird diese am ersten Tag des Monats nach demjenigen, in dem sie frei wird, wirksam. »

Art. 21 - Artikel 40 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 40 - Der Stellentausch ist die parallelaufende Versetzung bzw. die parallelaufende Transferierung zweier Beamter gleichen Rangs und gleicher Qualifikation im Sinne von Artikel 6 „die ihre jeweiligen Dienstposten tauschen“.

Art. 22 - Artikel 41, Absatz 3 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

« Wenn der Beamte es wünscht, kann er vorher vom Direktionsrat angehört werden. Der Beamte kann sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen lassen. Wenn dieser der Vorladung des Direktionsrats nicht nachkommt, wird außer bei einer gerechtfertigten Verhinderung davon ausgegangen, daß er angehört worden ist. »

Art. 23 - Artikel 42, Absatz 2 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

« Wenn der Beamte es wünscht, kann er vorher vom Ausschuß angehört werden. Der Beamte kann sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen lassen. Wenn dieser der Vorladung des Ausschusses nicht nachkommt, wird außer bei einer gerechtfertigten Verhinderung davon ausgegangen, daß er angehört worden ist. »

Art. 24 - Artikel 43 desselben Erlasses wird durch einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

« Wenn die Sozial- oder Familiengründe durch den Direktionsrat als berechtigt anerkannt werden, kann vom Dienstalter abgewichen werden. »

Art. 25 - Artikel 56, Absatz 2 desselben Erlasses wird durch folgende Absätze ersetzt:

« Wenn die letzte dem Beamten erteilte Bewertung positiv ist und wenn dieser Beamte und keiner der in Absatz 1 erwähnten Vorgesetzten vor dem Ablauf einer der in Artikel 54 bestimmten Fristen dem Generalsekretär den Wunsch mitgeteilt hat, diese Bewertung erneut zu besprechen, findet keine Versammlung des Kollegiums statt und wird eine positive Bewertung erteilt.

Die Regierung bestimmt ein spezifisches Verfahren für die Beamten der Ränge A1 und A2 sowie für die anderen Beamten, die nicht zwei Vorgesetzten verschiedener Ränge unterstehen. »

Art. 26 - Artikel 57 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 57 - Die positive Bewertung entspricht der Erteilung der positiven Note für die drei Kriterien des in der Anlage 2 beigefügten Blatts.

Die vorbehaltliche Bewertung entspricht der Erteilung einer vorbehaltlichen Note für ein bzw. mehrere Kriterien, soweit keine negative Note erteilt worden ist.

Die negative Bewertung entspricht der Erteilung einer negativen Note für ein bzw. mehrere Kriterien. »

Art. 27 - Artikel 58 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 58 - Unbeschadet des Artikels 56, Absatz 2, erfolgt die Bewertung nach einer Unterredung zwischen dem Bewertungskollegium und dem Beamten.

Ein Bericht über die Unterredung wird innerhalb von dreißig Tagen dem Beamten zugestellt, der ihn binnen vierzehn Tagen nach der Zustellung zusammen mit seinen eventuellen Bemerkungen zurückschickt.

Der vom Beamten abgezeichnete Bericht sowie seine Bemerkungen werden dem Bewertungsblatt beigefügt. »

Art. 28 - Artikel 59, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

« Außer im in Artikel 56, Absatz 2 erwähnten Fall wird das Bewertungsblatt durch das Bewertungskollegium an die Beamten der Ränge A4, A3 und A2 und an den Generalsekretär weitergeleitet. »

Art. 29 - Die Artikel 66 bis 71 desselben Erlasses werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

« Art. 66 - Gegen die Beamten, die einer der im Königlichen Erlaß vom 26. September 1994 vorgesehenen Pflichten zuwiderhandeln, können folgende Disziplinarstrafen verhängt werden:

- 1° die Zurechtweisung;
- 2° der Verweis;
- 3° die Gehaltskürzung;
- 4° die Strafversetzung;
- 5° die einstweilige Amtsenthebung aus Disziplinargründen;
- 6° die Zurückstufung im Dienstgrad;
- 7° die endgültige Entfernung aus dem Dienst.

Art. 67 - Die Gehaltskürzung darf nicht länger als drei Monate angewandt werden. Sie beläuft sich auf die Hälfte des Barentlohnungsanteils, der in Artikel 23, Absatz 2 des Gesetzes vom 12. April 1965 über den Arbeitnehmerlohnschutz erwähnt ist.

Während der Dauer der einstweiligen Amtsenthebung aus Disziplinargründen erhält der Beamte einen Gehaltsvorschuß, der seinem Gehalt entspricht, welcher um den in Artikel 23, Absatz 2 des vorgenannten Gesetzes vom 12. April 1965 erwähnten Barentlohnungsanteil ermäßigt wird. Die Rückerstattung des Vorschusses wird in der Zeit verteilt, wobei der monatliche Lohnabzug höchstens demselben Entlohnungsanteil entspricht.

Die Zurückstufung im Dienstgrad besteht in der Ernennung zu einem um so viel Ränge niedrigeren Dienstgrad, daß die Entlohnung des Beamten tatsächlich unter derjenigen liegt, die er vorher erhalten hätte. Die Aufhebung der Strafe bewirkt nicht die Wiedereinsetzung in den früheren Dienstgrad.

Art. 68 - Jeder Vorgesetzte der Stufe 1 ist berechtigt, eine Disziplinarstrafe vorzuschlagen. Er legt diesem Vorschlag das Protokoll der Anhörung des dem Disziplinarverfahren unterstehenden Beamten bei. Das Protokoll muß von dem dem Disziplinarverfahren unterstehenden Beamten, dem Beamten, der die Strafe vorschlägt, und dem Beamten, der bei der Anhörung als Sekretär fungiert, ordnungsmäßig unterzeichnet werden.

Der Sekretär muß Inhaber eines Dienstgrades sein, der mindestens dem Dienstgrad des dem Disziplinarverfahren unterstehenden Beamten entspricht.

Der Strafvorschlag wird dem Beamten des Rangs A2 oder notfalls des Rangs A3, wenn der Vorschlag eine Zurechtweisung oder einen Verweis vorsieht, und in den anderen Fällen dem Generalsekretär auf dem Dienstwege übermittelt. Dieser bestätigt sofort den Empfang des Vorschlags bei dem Beamten, der dem Verfahren untersteht, und legt den Strafvorschlag endgültig fest.

Jeder Vorgesetzte, über den der Strafvorschlag übermittelt wird, ist berechtigt, ein Gutachten darüber abzugeben. Er ist verpflichtet, dies zu tun, wenn der dem Verfahren unterstehende Beamte es beantragt. In solchen Fällen muß er vorher und einzeln den Beamten, der der Vorschlag aufgestellt hat, und den Beamten, der dem Verfahren untersteht, anhören.

Das Protokoll dieser Anhörungen, die gemäß den in Absätzen 1 und 2 vorgesehenen Modalitäten ausgeführt werden, muß dem Vorschlag beigefügt werden.

Jeder Beamte, der an einer Anhörung teilnimmt, ist zur Geheimhaltung verpflichtet.

Art. 69 - Jeder endgültige Vorschlag, eine Gehaltskürzung, eine Strafversetzung, eine einstweilige Amtsenthebung, eine Zurückstufung im Dienstgrad oder eine Entfernung aus dem Dienst zu verhängen, wird vom Generalsekretär dem Direktionsrat zum Gutachten vorgelegt.

Bevor er sein Gutachten abgibt, hört der Direktionsrat den dem Verfahren unterstehenden Beamten an. Wenn dieser der Vorladung des Direktionsrats nicht nachkommt, wird außer bei einer gerechtfertigten Verhinderung davon ausgegangen, daß er angehört worden ist.

Wenn der Direktionsrat innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Tag, an dem der Generalsekretär den Vorschlag bekommen hat, sein Gutachten nicht abgegeben hat, wird das Disziplinarverfahren trotzdem weitergeführt.

Art. 70 - Der Generalsekretär oder der Beamte des Rangs A2 oder notfalls des Rangs A3, wenn die vorgeschlagene Strafe eine Zurechtweisung oder ein Verweis ist, teilt dem dem Verfahren unterstehenden Beamten den endgültigen Vorschlag sowie die Gutachten, zu denen der Vorschlag Anlaß gegeben hat, mit. Dieser kann gegen diesen endgültigen Vorschlag einen Einspruch bei der Berufungskammer einlegen. Die Berufungskammer gibt vor jeder Entscheidung der für die Verhängung der Strafe zuständigen Behörde ein begründetes Gutachten ab.

Art. 71 - In Abweichung von den Artikeln 68 bis 70 wird der endgültige Vorschlag einer Strafe, die gegen einen Beamten, der innerhalb der Verwaltung nur einem Vorgesetzten untersteht, zu verhängen ist, vom Mitglied der Regierung geäußert, zu dessen Zuständigkeitsbereiche die Sachgebiete gehören, mit denen die Dienststelle, der der Beamte angehört, beauftragt ist.

Die Regierung bezeichnet zwei seiner Mitglieder, die den Beamten anhören. In diesem Fall wird das Gutachten des Direktionsrats nicht beantragt. »

Art. 30 - Artikel 72 bis 75 desselben Erlasses werden aufgehoben.

Art. 31 - Artikel 81, § 4, Absatz 2 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

« Die Kriterien für die Repräsentation in der Berufungskammer sind diejenigen, die in Artikel 8, § 1 des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Organisation der Beziehungen zwischen den Behörden und den Gewerkschaften ihres Personals bestimmt sind. »

Art. 32 - Die Artikel 93 bis 95 desselben Erlasses werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

« Art. 93 - Wenn die Berufungskammer die Untersuchung der Akte beendet hat, leitet sie diese je nach Fall an die Regierung oder an den Generalsekretär weiter, wobei sie der Akte ihr Gutachten und die Stimmzählung beifügt.

Die Berufungskammer setzt gleichzeitig die Regierung und den Beschwerdeführer von dem Gutachten, das sie abgegeben hat, in Kenntnis.

Art. 94 - Mit Ausnahme der Zurechtweisung und des Verweises, die vom Generalsekretär verhängt werden, wenn dieser an den Verfolgungen nicht selbst teilgenommen hat, werden die Disziplinarstrafen immer von der Regierung verhängt, auch wenn kein Einspruch bei der Berufungskammer eingelegt worden ist.

Wenn die Berufungskammer ein Gutachten abgegeben hat, wird sie je nach Fall von der Regierung oder dem Generalsekretär über die getroffene Entscheidung informiert.

Art. 95 - § 1. Die Regierung oder je nach Fall der Generalsekretär befindet binnen zwei Monaten nach Empfang des in Artikel 92 erwähnten Protokolls.

Wenn innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist keine Entscheidung getroffen worden ist, wird davon ausgegangen, daß die Regierung oder je nach Fall der Generalsekretär auf die Maßnahme verzichtet.

§ 2. Die Entscheidung wird dem Betroffenen per Einschreibebrief mit Eingangsbestätigung zugestellt bzw. gegen Empfangsbescheinigung übergeben.

In den Unterlagen zur Mitteilung der besagten Entscheidung müssen die vorgesehenen Einspruchsmöglichkeiten und die entsprechenden Fristen erwähnt werden. »

Art. 33 - In Artikel 111 desselben Erlasses werden die Wörter "in der Eigenschaft eines Beamten auf Probe und eines Beamten als Mitglied des Personals" durch die Wörter "in der Eigenschaft eines statutarischen Personalmitglieds" ersetzt.

Art. 34 - Artikel 121 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 121 - Unter den von der Regierung bestimmten Bedingungen erhält der im aktiven Dienst befindliche Beamte Urlaub, und zwar:

1° Jahresurlaub und Urlaub an Feiertagen, umstandsbedingten Urlaub oder Urlaub aus persönlichen Gründen, Urlaub wegen vorgeburtlichen Untersuchungen, Urlaub aus zwingenden Familiengründen, Mutterschaftsurlaub, Elternurlaub, Ausnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption oder die inoffizielle Vormundschaft;

2° zur Ausübung eines Amtes im Kabinett eines Ministers bzw. eines Staatssekretärs oder im Kabinett des Ministers-Vorsitzenden bzw. eines Mitglieds der Regierung einer Gemeinschaft oder einer Region;

3° um die Zuverfügungstellung an den König zu ermöglichen;

4° zur Erfüllung gewisser militärischer Pflichten in Friedenszeiten und zur Leistung von Diensten im Rahmen des Zivilschutzes bzw. zur Erfüllung gemeinnütziger Aufgaben in Anwendung der am 20. Februar 1980 koordinierten Gesetze, die das Statut der Dienstverweigerer aus Gewissensgründen festlegen;

5° wegen Krankheit oder Behinderung;

6° wegen reduzierter Leistungen, die nach einer Abwesenheit wegen Krankheit oder Behinderung genehmigt worden sind;

7° wegen reduzierter Leistungen, die aus Sozial- oder Familiengründen genehmigt worden sind;

8° wegen einer gewerkschaftlichen Tätigkeit als Dauervertreter einer Gewerkschaft;

9° wegen einer Dienstreise;

10° zur Ausübung einer Tätigkeit in einer durch eine nationale, gemeinschaftliche oder regionale gesetzgebende Versammlung anerkannten politischen Fraktion oder beim Vorsitzenden einer dieser Fraktionen;

11° wegen Fortbildung und wegen Teilnahme an Ausbildungstätigkeiten;

12° wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn;

13° wegen Knochenmarkspende sowie um Behinderte und Kranke bei in Belgien oder im Ausland organisierten Reisen oder Aufenthalten zu begleiten und ihnen beizustehen;

14° um die Erfüllung einer Probezeit in einer anderen Stelle des öffentlichen Sektors oder des Unterrichtswesens zu ermöglichen;

15° um bei einer Kammer- oder Provinzwahl kandidieren zu können. »

Art. 35 - In Artikel 132, § 1 desselben Erlasses werden die Wörter "eine Erklärung" durch die Wörter "einen Vorschlag zur Erklärung" ersetzt.

Art. 36 - Die Anlage zum Erlaß wird durch die Anlagen-1 und 2, die in den Anlagen A und B zum vorliegenden Erlaß stehen, ersetzt.

Art. 37 - Der Beamte, der Inhaber eines Dienstgrads des Rangs D2 oder des Rangs E2 ist und der an der 1996 durch das Ministerium der Wallonischen Region organisierten Ausbildung zur Vorbereitung für die Prüfung zur Kontrolle der Fachausbildung regelmäßig teilgenommen hat, gilt als Beamter, der an der Ausbildung zur Vorbereitung für die Beförderung durch Aufstieg in den Dienstgrad des Rangs D1 oder des Rangs E1 regelmäßig teilgenommen hat.

Art. 38 - Die laufenden Beförderungs- und Disziplinarverfahren werden auf der Grundlage der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses anwendbaren Bestimmungen.

Art. 39 - Der vorliegende Erlaß tritt am ersten Tag des Monats nach demjenigen, im Laufe dessen er im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist, in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 33, der am 1. Dezember 1994 wirksam wird.

Art. 40 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Januar 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

ANLAGE A

ANLAGE 1

MUSTER DER QUALIFIKATIONS- UND BEFÄHIGUNGSBESCHREIBUNG

Ministerium. Einrichtung öffentlichen Interesses (*):

Generalsekretariat - Generaldirektion (*):

Abteilung:

Direktion:

Dienstgrad:

Amtssitz:

Qualifikation(en):

Befähigung(en):

Eventuelle zusätzliche Auskünfte:

(*) Unzutreffendes bitte streichen.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region, beigelegt zu werden.

Namur, den 23. Januar 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

ANLAGE B
ANLAGE 2

BEWERTUNGSBLATT

I. IDENTITÄT

Name:

Vorname:

Dienstgrad:

Direktion:

Dienstantritt: - als Vertragspersonalmitglied:
- als Beamter:

AUSGEÜBTE TÄTIGKEIT

Vorherige Bewertungen (unter Angabe der Bewerter und Bewertungszeiträume)Verwirkte und nicht gestrichene DisziplinarstrafenBedeutende Tatsachen oder Feststellungen und entsprechende Zeiträume (die diesbezüglichen Anweisungen, die dem Beamten übermittelt und von ihm in Empfang genommen worden sind, müssen beigefügt werden) (1)

(1) In dieser Rubrik können unter anderem die festgelegten Ziele und die erreichten Ergebnisse angegeben werden

II. BEURTELUNG

		P	V	N
1.	Qualität der Arbeit			
2.	Dynamik			
3.	Teamgeist			

III. EVENTUELLE BEMERKUNGEN DES BEAMTEN

IV. SCHLUSSBETRACHTUNGEN

V. BEWERTUNG

P. Positiv

R. Vorbehaltlich

N. Negativ

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region, beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Januar 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe.

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

VERTALING

N. 97 — 175

[C - 97/27052]

23 JANUARI 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1996;

Gelet op de wet van 21 juni 1937 houdende oprichting van de autonome haven van Luik, gewijzigd bij de wet van 10 januari 1969;

Gelet op de wet van 12 februari 1971 houdende oprichting van de autonome haven van Charleroi, gewijzigd bij de wet van 20 juni 1978;

Gelet op de wet van 20 juni 1978 houdende oprichting van de autonome haven van Namen en tot wijziging van de wet van 12 februari 1971 houdende oprichting van de autonome haven van Charleroi;

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting, gewijzigd bij de decreten van 1 december 1988, 4 juli 1991, 29 oktober 1992, 7 juli 1994, 24 november 1994 en 25 januari 1996;

Gelet op het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de Gewestdienst voor Arbeidsbemiddeling, gewijzigd bij de decreten van 4 november 1993 en 26 mei 1994;

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een Wetenschappelijk Instituut van openbare dienst voor het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet van 22 december 1994 houdende oprichting van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw), gewijzigd bij de decreten van 20 juni en 25 juli 1996;

Gelet op het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van het Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 november 1995;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de autonome haven van Luik;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de autonome haven van Charleroi;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de autonome haven van Namen;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij);

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw);

Gelet op de beslissing van het beheerscomité van de "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapten);

Gelet op het protocol nr. 219 van het Sectorcomité nr. XVI, van 25 oktober 1996;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is het statuut op verschillende punten te wijzigen zodat de loopbaan van de ambtenaren normaal kan verlopen;

Overwegende dat de in het statuut voorziene zware en trage procedures inzake evaluatie, alsook het groot aantal ambtenaren die bij deze procedures betrokken zouden zijn een verlichting opleggen van de zuiver formele aspecten van het huidige evaluatiesysteem;

Overwegende dat het tevens geboden is de tuchtprocedure te verlichten;

Overwegende dat het nog nodig is de reglementering betreffende o.a. de stageduur en de administratieve anciënniteiten op verschillende punten technisch aan te passen;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest worden lid 2 en 3 vervangen door volgende leden :

« De personeelsformatie is verdeeld in algemene directies, afdelingen en directies. Zij bepaalt onder meer het aantal betrekkingen van iedere rang in alle centrale diensten en van alle buitendiensten van iedere algemene directie. Het aantal betrekkingen in niveau 4 kan er per algemene directie of, bij gebreke, globaal vastgesteld worden.

Jaarlijks stelt de secretaris-generaal een repertorium op van de betrekkingen per directie en per buitendienst waarin niet voorzien is of die het zullen worden binnen twaalf maanden. »

Art. 2. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 6. Iedere directieraad bepaalt de toegangsvoorwaarden tot elke betrekking, overeenkomstig de hierna volgende voorwaarden. De beslissing van de directieraad wordt megedeeld aan de leden van de Regering binnen acht dagen na haar goedkeuring. Binnen vijftien dagen na de kennisgeving ervan doet het Regeringslid dat de beslissing van de directieraad wenst te wijzigen een voorstel aan de Regering die er over beslist binnen de maand.

Onverminderd artikelen 15, 5e lid, en 25, 4e lid, is de toegang tot een betrekking volgens een van de in artikel 8 voorziene wijze onderworpen aan het bezit van de in de in de kwalificatie- en bevoegdheidsfiche opgenomen kwalificaties en bevoegdheden, met uitzondering van de toegang tot het hogere niveau die enkel afhangt van de gevraagde bevoegdheid. De fiche wordt opgesteld overeenkomstig het in bijlage 1 gevoegde model die eventueel bijkomende inlichtingen betreffende de betrekking bevat.

Onder kwalificatie dient te worden verstaan het houden van een of meerdere diploma's of getuigschriften vermeld in bijlage II bij het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes.

Onder bevoegdheid dient te worden verstaan bijzondere vakkennis of bekwaamheid, inzonderheid de actieve kennis van een vreemde taal, van een of meerdere software, houder zijn van een rijbewijs, titularis zijn van een getuigschrift van bekwaamheid in de bosbouwkunde. »

Art. 3. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 7. De Regering kan elke niet-verleende betrekking of elke betrekking die niet meer verleend zal zijn binnen zes maanden vacant verklaren.

De aankondiging van vacante betrekking vermeldt de plaats van de betrekking in de personeelsformatie, de toegangsvoorwaarden tot de betrekking en, eventueel, de bijkomende inlichtingen betreffende de betrekking.

Voor een bevordering in niveau 4 of wanneer de betrekking haar titularis verplicht dezelfde woonplaats of een zelfde persoonlijk verblijf als die van de administratieve standplaats te hebben, kan de ambtenaar die een bevordering nastreeft, voor zover hij reeds een gelijkaardige betrekking bekleedt in dezelfde onderafdeling van de personeelsformatie, kiezen tussen de in de vacantverklaring bepaalde administratieve standplaats en het behouden van zijn administratieve standplaats op het ogenblik dat hij zich kandidaat stelt. »

Art. 4. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. De bevordering bij overgang naar het hogere niveau is de benoeming tot de minst hoge graad van het niveau dat onmiddellijk hoger is dan dat waartoe de ambtenaar behoort, behalve wat betreft het niveau 2 waarin de ambtenaren toegang kunnen hebben tot het niveau 2+ of tot het niveau 1, en het niveau 4 waar de ambtenaren toegang kunnen hebben tot de niveaus 3 of 2. »

Art. 5. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 11. De ambtenaar, die aan volgende voorwaarden voldoet, kan bevorderd worden bij overgang naar het hogere niveau.

1° een niveau-anciënniteit van minstens vier jaar hebben;

2° een positieve evaluatie beantwoorden;

3° een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd examen voor overgang naar het hogere niveau geslaagd zijn;

4° geen definitieve tuchtstraf opgelopen hebben, die voorgesteld werd voor de vacantverklaring en niet geschrapt werd. »

Art. 6. Artikel 13, 1e lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende lid :

« Wanneer er niet kan voorzien worden in een vacante betrekking door bevordering bij overgang naar het hogere niveau wordt er in voorzien bij mutatie. »

Art. 7. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de woorden "en zijn kwalificatie" geschrapt.

Art. 8. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 15. Alleen de mutatieaanvragen ingediend binnen dertig dagen na de uitgave van het in artikel 5, 3e lid, bedoelde repertorium komen in aanmerking, met uitzondering van deze welke gemotiveerd zijn door sociale of familiale redenen.

De mutatieaanvragen worden aan de directieraad voorgelegd, die ze al dan niet verenigbaar verklaart met de behoeften van de dienst van herkomst en met die van de dienst waarvoor de ambtenaar zijn mutatie vraagt.

Indien de ambtenaar sociale of familiale redenen inroept, wordt hij door de sociale dienst gehoord, die een advies geeft ter attentie van de directieraad.

De directieraad verhoort voorafgaand de ambtenaar die zich door een persoon van zijn keuze kan laten bijstaan. Behalve gegronde verandering wordt hij geacht gehoord te zijn indien hij geen gehoor geeft aan de oproep van de directieraad.

Indien de sociale of familiale redenen gegrond worden verklaard door de directieraad, kan de mutatie toegekend worden in afwijking van artikel 16, § 1, voor een betrekking die niet vacant werd verklaard en die openstaat. »

Art. 9. Artikel 16, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De Regering beslist de mutatie toe te kennen aan de ambtenaar die onder de door de directieraad voorgedragen kandidaten de grootste anciënniteit heeft.

Voor ambtenaren van rang A4 en hoger komt de anciënniteit echter niet in aanmerking.

Vacante betrekkingen waarin niet bij mutatie kan worden voorzien, worden ter kennis gebracht van de ambtenaren die benoemd kunnen worden bij bevordering door verhoging in graad.

In dat geval stelt de directieraad voor om te voorzien in de vacante betrekking, wat de vacante betrekkingen in de rangen A3 tot A5 betreft. »

Art. 10. In artikel 17, § 2, van hetzelfde besluit wordt het woord "toegekend" vervangen door het woord "besloten".

Art. 11. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18. Uitgezonderd de bevorderingen tot rangen A1 en A2 kan de ambtenaar die aan volgende voorwaarden voldoet, bevorderd worden door verhoging in graad,

- 1° een ranganciënniteit van ten minsten vier jaar tellen;
- 2° een positieve evaluatie rechtvaardigen;
- 3° een opleidingsvorming voor de bevordering rechtvaardigen;
- 4° voor het bevorderingsexamen slagen;
- 5° geen definitieve tuchtstraf opgelopen hebben, die voorgesteld werd voor de vacantverklaring en niet geschrapt werd.

In afwijking van het eerste lid is het slagen voor het bevorderingsexamen niet vereist voor de bevordering tot rangen A5, B2, C2, D1, D2, E1 en E2.

In afwijking van het eerste lid is het rechtvaardigen van een beroepsopleiding voor een bevordering niet vereist voor de bevordering tot rangen A4, B1 en C1.

De Regering bepaalt de voorwaarden van de organisatie van de voorbereidingsopleiding voor de bevordering en van het bevorderingsexamen.

Om tot rang A3 bevorderd te worden, moet bovendien worden voldaan aan bijzondere voorwaarden die aan de betrokken functie gebonden zijn. »

Art. 12. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 22. Indien er niet kan voorzien worden in een vacante betrekking door bevordering bij overgang naar het hogere niveau, mutatie of bevordering door verhoging in graad, wordt er in voorzien bij overplaatsing.

In dat geval, uitgezonderd de vacante betrekkingen in rangen A1 en A2, doet de in artikel 24 bedoelde commissie een voorstel om in de vacature te voorzien. »

Art. 13. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de woorden "en zijn kwalificatie" geschrapt.

Art. 14. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 24. Alleen de overplaatsingsaanvragen ingediend binnen dertig dagen na de notificatie van het in artikel 5, 3e lid, bedoelde repertorium komen in aanmerking, met uitzondering van deze welke gerechtvaardigd zijn wegens sociale of familiale redenen. De notificatie van het repertorium doet alle vroeger ingediende overplaatsingsaanvragen vervallen.

De overplaatsingsaanvragen worden aan een uit zes leden bestaande commissie voorgelegd. Iedere directieraad duidt drie leden aan, onder wie de ambtenaar van rang A2 of, bij gebreke, de ambtenaar van rang A1 onder wie de ambtenaar ressorteert en tot wiens bevoegdheid de te beogen betrekking behoort.

Bij staking der stemmen binnen de commissie wordt de aanvraag verworpen. »

Art. 15. Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 25. De in artikel 24 bedoelde commissie verklaart de overplaatsingsaanvragen al dan niet verenigbaar met de dienstbehoeften.

Wanneer de ambtenaar beroep doet op sociale of familiale redenen wordt hij gehoord door de Sociale Dienst die een advies aan de commissie geeft.

De commissie hoort voorafgaand de ambtenaar die het wenst en die zich dan kan doen bijstaan door een persoon van zijn keuze. Behalve gegronde verhuidering wordt hij geacht gehoord te zijn indien hij geen gehoor geeft aan de oproep van de commissie.

Indien de commissie de sociale of familiale redenen als gegrond beschouwd, kan de overplaatsing toegekend worden in afwijking van artikel 26 voor een betrekking die niet vacant is verklaard en niet bekleed is. »

Art. 16. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 26. De overplaatsing wordt door de Regering toegekend aan de ambtenaar met de grootste anciënniteit onder dewelken door de in artikel 24 bedoelde commissie voorgesteld zijn.

Nochtans, wat de ambtenaren van rang A4 en hoger betreft, wordt er geen rekening gehouden met de anciënniteit. »

Art. 17. Artikel 30, 2e lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende leden :

« Voor de berekening van de stageduur wordt er rekening gehouden met alle periodes tijdens dewelke de stagiair zich in een stand van dienstactiviteit bevindt.

Nochtans wordt de stageduur geschorst door de in artikel 121 bedoelde periodes zodra hun volledige duur langer dan dertig dagen is. »

Art. 18. In artikel 31, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden " Wanneer de twee verslagen vaststellen" vervangen door de woorden "Wanneer blijkt uit de verslagen".

Art. 19. In artikel 33 van hetzelfde besluit wordt het woord "negen" vervangen door het woord "twaalf".

Art. 20. Artikel 35 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 november 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 35. Bij overgang naar het hogere niveau heeft de benoeming uitwerking op de eerste dag van de maand die volgt op de vacantverklaring van de betrekking.

Bij werving heeft de benoeming uitwerking op de dag van de toelating tot de stage.

In de andere gevallen heeft de benoeming uitwerking op de eerste dag van de maand, die de beslissing tot benoeming volgt.

Indien de betrekking echter nog waargenomen wordt op de datum van de benoeming wordt zij van kracht op de eerste dag van de maand na de datum waarop zij werkelijk niet meer waargenomen is. »

Art. 21. Artikel 40 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 40. De permutatie is de gelijktijdige mutatie of de gelijktijdige overplaatsing van twee ambtenaren met dezelfde rang en dezelfde kwalificatie in de zin van artikel 6, die hun respectievelijke aanstellingen uitwisselen. »

Art. 22. Artikel 41, 3e lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De directieraad verhoort voorafgaand de ambtenaar die het wenst en die zich door een persoon van zijn keuze kan laten bijstaan. Behalve gegronde verhindering wordt hij geacht gehoord te zijn indien hij geen gehoor geeft aan de oproep van de directieraad. »

Art. 23. Artikel 42, 2e lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De commissie verhoort voorafgaand de ambtenaar die het wenst en die zich door een persoon van zijn keuze kan laten bijstaan. Behalve gegronde verhindering wordt hij geacht gehoord te zijn indien hij geen gehoor geeft aan de oproep van de directieraad. »

Art. 24. Artikel 43 van hetzelfde besluit wordt aangevuld bij een als volgt opgesteld 2e lid :

« Wanneer sociale of familiale redenen door de directieraad erkend worden als gegrond, kan er afgeweken worden van de anciënniteit. »

Art. 25. Artikel 56, 2e lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer de laatste aan een ambtenaar toegekende evaluatie positief is en wanneer deze noch een van zijn hiërarchische meerderen aan de secretaris-generaal zijn wens heeft laten blijken dat de evaluatie zou besproken worden vóór de vervaldag van een van de in artikel 54 bepaalde termijnen, wordt het college niet bijeengeroepen en wordt de positieve evaluatie toegekend.

De Regering bepaalt een procedure eigen aan de ambtenaren met rang A1 en A2, alsook aan de andere ambtenaren die niet ressorteren onder twee hiërarchische meerderen met verschillende rangen. »

Art. 26. Artikel 57 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 57. De positieve evaluatie stemt overeen met de toekenning van een positieve melding voor de drie criteria vermeld op de in bijlage 2 gevoegde evaluatiefiche.

De evaluatie "onder voorbehoud" stemt overeen met de toekenning van de melding "onder voorbehoud" voor een of meerdere criteria, voor zover geen negatieve melding toegekend werd.

De negatieve evaluatie stemt overeen met de toekenning van de negatieve melding voor een of meerdere criteria. »

Art. 27. Artikel 58 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 58. Onverminderd de bepalingen van artikel 56, 2e lid, vindt de evaluatie plaats na een onderhoud tussen het evaluatiecollege en de ambtenaar.

Een verslag van het onderhoud wordt aan de ambtenaar overgemaakt, die het binnen vijftien dagen na de betekenis terugbezorgt met zijn eventuele opmerkingen.

Het door de ambtenaar geviséerd verslag wordt samen met zijn opmerkingen bij de evaluatiefiche gevoegd. »

Art. 28. Artikel 59, 1e lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Buiten het in artikel 56, 2e lid, bedoelde geval, doet het evaluatiecollege de evaluatiefiche toekomen aan de hiërarchische meerderen met rangen A4, A3 en A2 en aan de secretaris-generaal. »

Art. 29. Artikelen 66 tot 71 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 66. De ambtenaren die een van de plichten voorzien bij het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes overtreden, kunnen gestraft worden met een van de volgende tuchtstraffen :

1° terechtwijzing;

2° blaam;

3° inhouding van wedde;

4° verplaatsing bij tuchtmaatregel;

5° tuchtschorsing;

6° terugzetting in graad;

7° afzetting.

Art. 67. De inhouding van wedde wordt uitgesproken ten hoogste voor drie maanden. Zij heeft betrekking op de helft van het deel van het loon in geld bedoeld in artikel 23, 2e lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

Tijdens de duur van de schorsing bij tuchtmaatregel ontvangt de ambtenaar een weddevoorschot gelijk aan zijn wedde, verminderd met het deel van het loon in geld bedoeld in artikel 23, 2e lid, van voornoemde wet. De terugvordering van de voorschot wordt in de tijd gespreid ten belope van een maximale maandelijkse inhoud die gelijk is aan het zelfde deel van het loon.

De terugzetting in graad bestaat in de benoeming tot een graad die met een voldoende aantal rangen langer is, zodat het loon van de ambtenaar daadwerkelijk lager is dan dewelke hem zou toekomen. De doorhaling van de tuchtstraf heeft niet zijn herstel in de oorspronkelijke graad als gevolg.

Art. 68. Iedere hiërarchische meerdere van niveau 1 kan een tuchtstrafvoorstel formuleren. Daarbij voegt hij het verslag van het verhoor van de aan de tuchtregeling onderworpen ambtenaar, dat behoorlijk ondertekend wordt door deze, door de ambtenaar die de straf voorstelt en door diegene secretaris was tijdens het verhoor.

De secretaris moet drager zijn van een graad die ten minste gelijk is met die van de ambtenaar onderworpen aan deze regeling.

Het tuchtvoorstel wordt, via de hiërarchische weg, overgemaakt aan de ambtenaar van rang A2 of, bij gebreke, van rang A3 indien het voorstel voorziet in een terechtwijzing of een blaam en aan de secretaris-generaal voor de andere gevallen. Deze bevestigt onmiddellijk de ontvangst ervan aan de aan deze regeling onderworpen ambtenaar en bepaalt het definitief tuchtstrafvoorstel.

Iedere hiërarchische meerdere die bij het strafvoorstel betrokken is, kan er een advies over geven. Hij is hiertoe gehouden indien de aan deze regeling onderworpen ambtenaar het vraagt. In dergelijke gevallen moet hij voorafgaand en afzonderlijk de ambtenaar verhoren, die het voorstel gemaakt heeft en de aan deze regeling onderworpen ambtenaar. Het verslag van deze overeenkomstig lid 1 en 2 uitgevoerde verhoren moet bij het voorstel gevoegd worden.

Iedere ambtenaar die aan een verhoor deelneemt is tot het geheim gehouden.

Art. 69. Elk definitief voorstel tot oplegging van een straf door inhouding van wedde, verplaatsing bij tuchtmaatregel, tuchtschorsing, terugzetting in graad of afzetting wordt door de secretaris-generaal aan de directieraad voorgelegd voor advies.

Vooraleer zijn advies te geven verhoort de directieraad de aan deze regeling onderworpen ambtenaar. Behalve gewettigde verhindering wordt hij geacht gehoord te zijn indien hij niet op de uitnodiging van de directieraad ingaat.

Indien de directieraad zijn advies niet gegeven heeft binnen een termijn van twee maanden die ingaat op de dag waarop de secretaris-generaal het voorstel ontvangen heeft, wordt de tuchtregeling echter voortgezet.

Art. 70. De secretaris-generaal of, indien een terechtwijzing of een blaam voorgesteld wordt, de ambtenaar van rang A2 of, bij gebreke, van rang A3 geeft kennis van het definitief voorstel, alsook van de adviezen waartoe het aanleiding gegeven heeft, aan de aan deze regeling onderworpen ambtenaar. De ambtenaar kan beroep indienen tegen dit definitief voorstel bij de kamer van beroep, die een gemotiveerd advies geeft voor iedere beslissing van de bevoegde overheid om de straf uit te spreken.

Art. 71. In afwijking van artikelen 68 tot 70 wordt het definitief strafvoorstel dat opgelegd wordt aan een ambtenaar die, binnen de administratie, onder een enkele hiërarchische meerdere ressorteert, uitgesproken door het lid van de Regering dat bevoegd is voor de aangelegenheden die door de dienst van deze ambtenaar beheerd worden.

De Regering stelt twee van zijn leden aan om de ambtenaar te verhoren en, in dit geval, wordt het advies van de directieraad niet ingeroepen. »

Art. 30. De artikelen 72 tot 75 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 31. Artikel 81, § 4, 2e lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgend lid :

« De representativiteitsvoorwaarden voor de raad van beroep zijn deze welke bepaald zijn bij artikel 8, § 1, van de wet van 19 augustus 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel. »

Art. 32. Artikelen 93 tot 95 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 93. Wanneer hij het dossier onderzocht heeft, doet de raad van beroep het aan de Regering of aan de secretaris-generaal naar gelang van het geval toekomen en voegt er zijn advies en de telling van de stemmen bij.

De raad van beroep geeft tegelijk kennis van het door hem gegeven advies aan de Regering en aan de verzoeker.

Art. 94. De tuchtstraf wordt altijd door de Regering opgelegd, zelfs indien er geen beroep ingediend werd bij de raad van beroep, met uitzondering van de terechtwijzing of de blaam die door de secretaris-generaal uitgesproken worden indien hij niet aan het verhoor deelgenomen heeft.

Wanneer de raad van beroep een advies gegeven heeft, betekent de Regering of de secretaris-generaal, naargelang van het geval, hem zijn beslissing.

Art. 95. § 1. De Regering of de secretaris-generaal, naar gelang van het geval, doet uitspraak binnen twee maanden na de ontvangst van het in artikel 92 bedoelde verslag.

Indien geen beslissing binnen de in het 1e lid bedoelde termijn genomen wordt, wordt de Regering of de secretaris-generaal, naar gelang van het geval, geacht afstand te doen van de maatregel.

§ 2. De bekendmaking van de beslissing, vermeldt de bestaande beroepen en de termijn tijdens dewelke zij uitgeoefend kunnen worden. »

Art. 33. In artikel 111 van hetzelfde besluit worden de woorden "als stagiair en als ambtenaar" vervangen door de woorden "als statutair".

Art. 34. Artikel 121 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 121. Onder de door de Regering bepaalde voorwaarden krijgt de ambtenaar in actieve dienst verlof :

1° voor jaarlijkse vakantie en op de feestdagen, voor persoonlijke omstandigheden of aangelegenheden, voor dringende familiale redenen, voor bevalling, voor ouderschap, voor opvang met het oog op adoptie of pleegvoogdij;

2° om een ambt uit te oefenen bij het kabinet van een minister of van een staatssecretaris, of bij het kabinet van de minister-voorzitter of van een lid van de Regering van een Gemeenschap of een Gewest;

3° om ter beschikking te worden gesteld van de Koning;

4° voor het verrichten van sommige militaire prestaties in vredestijd en van diensten bij de civiele bescherming of van taken van openbaar nut op grond van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980;

5° wegens ziekte of gebrekkigheid;

6° voor verminderde prestaties, toegestaan na een afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid;

7° voor verminderde prestaties, toegestaan om sociale of gezinsredenen;

8° voor vakbondsopdrachten in de hoedanigheid van bestendige afgevaardigde;

9° voor opdracht;

10° voor werkzaamheden bij een politieke groep die erkend is in een wetgevende vergadering van de Staat, van een Gemeenschap of een Gewest, of bij de voorzitter van een van die groepen;

11° voor sociale promotie en om deel te nemen aan vormingsactiviteiten;

12° voor onderbreking van de beroepsloopbaan;

13° voor het afstaan van beenmerg, alsook voor het begeleiden en het bijstaan van minder-validen en zieken tijdens georganiseerde vakantiereizen en -verblijven in het binnen- of in het buitenland;

14° om de verrichting van een stage of een proeftijd voor een andere betrekking in de openbare sector of in het onderwijs toe te laten;

15° om de voorstelling van een kandidatuur voor de parlements- of provincieverkiezingen toe te laten. »

Art. 35. In artikel 132, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "de beroepsgeschiktheid van een ambtenaar verklaren" vervangen door de woorden "een voorstel van verklaring tot beroepsgeschiktheid van een ambtenaar doen".

Art. 36. De bijlage bij hetzelfde besluit wordt vervangen door de bijlagen 1 en 2 opgenomen in de bijlagen A en B bij dit besluit.

Art. 37. De ambtenaar die drager is van een graad van rang D2 of van rang E2 en die zeer regelmatig de tijdens het jaar 1996 door het Ministerie van het Waalse Gewest georganiseerd voorbereidende vorming op het controle-examen van de beroepsleer gevolgd heeft, wordt geacht de voorbereidingsvorming voor de bevordering bij verhoging van graad tot een graad van rang D1 of van rang E1 zeer regelmatig te hebben gevolgd.

Art. 38. De lopende bevorderings- en tuchtprocedures worden voortgezet op grond van de bepalingen die van toepassing waren vóór de inkrachttreding van dit besluit.

Art. 39. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, uitzonderd artikel 33, dat in werking treedt met ingang van 1 december 1994.

Art. 40. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 januari 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

—
BIJLAGE A
BIJLAGE 1

MODELFIGE VAN DE KWALIFICATIES EN BEVOEGDHEDEN

Ministerie - Instelling van openbaar nut (*):

Secretariaat-generaal - Algemene directie (*):

Afdeling:

Directie:

Graad:

Administratieve standplaats:

Kwalificatie(s):

Bevoegdheid (bevoegdheden):

Eventueel bijkomende inlichtingen:

(*) : Schrapen wat niet past.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997 tot wijziging van het besluit van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest.

Namen, 23 januari 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

BIJLAGE B
BIJLAGE 2

EVALUATIEFICHE

I. IDENTIFICATIE

Naam :

Voornaam :

Graad :

Directie :

Indiensttreding : - als contractueel :
- als ambtenaar :

UITGEOEFENDE FUNCTIE :

Vorige evaluaties (met aanduiding van de beoordelers en de evaluatieperiodes)Opgelopen en niet-doorgehaalde tuchtstraffen

Belangrijke feiten of vaststellingen en betrokken periodes (aan de ambtenaar gerichte en door hem ontvangen representatieve nota's) (1)

(1) In deze rubriek kunnen o.m. de vastgestelde doeleinden en de bereikte doeleinden vermeld worden.

II. BEOORDELINGEN

		P	V	N
1.	Kwaliteit van het werk			
2.	Dynamisme			
3.	Teamgeest			

III. EVENTUELE OPMERKINGEN VAN DE AMBTENAAR**IV. SLOTBESCHOUWINGEN****V. BEOORDELING**

P. Positief

V. Voorbehouden

N. Negatief

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997 tot wijziging van het besluit van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest.

Namen, 23 januari 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME